IV Notre outil syndical dans le département de l'Aube

L'organisation de l'Union Départementale CGT de l'Aube

Au dernier congrès de l'Union Départementale en 2019, nos syndicats ont voté une nouvelle organisation ayant pour objectif principal d'arriver à mener l'activité militante de façon plus collective entre les camarades de la Commission Exécutive, nos UL, USR et nos syndicats afin de mieux répondre aux besoins des travailleur·euse·s de notre département et de nos organisations. C'est une volonté de créer des liens plus forts afin de prendre des décisions et axes revendicatifs prenant mieux en compte les réalités que vivent les travailleuses et travailleurs dans tous les territoires de notre département.

L'Union Départementale, pour mettre en œuvre les orientations de congrès, organise donc par Secteur son activité. Dans chacun d'eux sont organisés des Espaces. Dans le secteur « revendicatif » des collectifs ont été créés afin de mieux prendre en compte les revendications plus spécifiques aux cadres, aux jeunes, aux femmes, dans la fonction publique...

Le découpage en secteurs, espaces et collectifs, même si ceux-ci sont transversaux et se recoupent, permet aux UL et syndicats du département d'y contribuer et pour leur syndiqué·e·s d'y participer en fonction de leurs appétences et/ou de leurs disponibilités.

Les Secteurs, Espaces et Collectifs sont sous la responsabilité de la Commission Exécutive de l'Union Départementale. Leur feuille de route et plan de travail sont validés par cette dernière.

Les camarades référent·e·s sont les responsables de secteur, les animateurs d'espace ou de collectif

Le Secteur OQVS

Espace CoGiTiel.

Le CoGiTiel est un outil incontournable pour la CGT. Il permet à nos UL et à notre UD de mieux connaître nos forces CGT organisées sur leur territoire et à nos syndicats de leur faciliter la mise en œuvre de la vie syndicale. Cet outil est source d'informations et de données. C'est pour cela que nous devons continuer à convaincre nos syndicats de la nécessité qu'ils saisissent les éléments de connaissance et de poursuivre la préparation au passage dans la V2.

La V2 a pour objectif principal de faire immédiatement le lien entre nos implantations, nos syndiqué·e·s, leur lieu de travail, les résultats électoraux et les futures élections afin de pouvoir anticiper nos actions.

L'activité en transversalité avec l'espace « qualité de vie syndicale » a contribué à l'amélioration de la connaissance partagée de notre organisation CGT dans l'Aube, condition « sine qua none » pour mener une activité plus efficace sur les questions de syndicalisation, structuration et de démocratie.

Espace formation.

La formation syndicale est un élément majeur dans la lutte contre le capitalisme. Dans cette période d'attaques à répétitions contre nos conquies sociaux nous avons besoin d'une CGT forte. Cela passe par une amélioration de notre vie syndicale et la formation syndicale est essentielle pour y parvenir

La CGT propose à ses syndiqué·e·s des formations tout au long de leur vie syndicale, pour leurs mandats et leurs responsabilités.

Ses formations sont indispensables pour comprendre le capitalisme, notre organisation, mener la bataille des idées, revendiquer, se renforcer, mobiliser et permettre à chaque syndiqué·e de s'investir.

Les formations aux mandats et à la responsabilité sont des outils pour lutter contre le syndicalisme de représentation vers lequel essaye de nous emmener le Capital.

L'Espace formation doit pouvoir répondre aux besoins de formations des syndiqué·e·s, de nos organisations et des enjeux. Pour cela il doit être représentatif et intégrer des représentant·e·s des UL, UD, syndicats, formateur·rice·s.

Il nous faudra chercher toujours à renforcer son équipe de formation et permettre aux formateur·rice·s de continuer à se former.

Nous devons également veiller à ce que les syndicats prennent le mieux en compte la formation et pour cela aller à leur rencontre, en lien avec le secteur organisation et vie syndicale pour échanger et aider à ce que chaque syndicat et organisation puissent définir un plan de formation.

La formation, avec le revendicatif, continuera de proposer des journées d'études en lien avec la bataille des idées et l'actualité tel que le 100 % sécu, le service public de l'Énergie, le handicap, etc.

Espace Qualité de Vie Syndicale.

Afin d'améliorer la situation là où il y a besoin, il faudra aider le syndicat à trouver des solutions. Une formation « animer une organisation de la CGT » est à disposition des syndicats.

Nous allons aussi poursuivre en transverse avec l'« espace CoGiTiel » notre action d'amélioration de la connaissance de nos syndicats, leur périmètre, leur situation.

Il y a nécessité de mettre à jour au fur à mesure les éléments d'actualité et de convaincre les quelques syndicats qui pour le moment n'ont pas transmis leurs éléments « statuts et composition de bureau. ».

Concernant notre structuration en territoire : aujourd'hui, dans une période, où nous sommes confrontés aux mutations du salariat, aux nouvelles formes d'organisations du travail, à l'éclatement des entités de travail, l'importance des UL a été réaffirmée, une nouvelle fois, lors de la Conférence des UL par 253 camarades d'UL, d'UD, de fédérations et de syndicats qui y ont participé.

Cette conférence nationale avait pour but de faire un état des lieux, de réfléchir à des solutions d'amélioration et d'impulser la poursuite de la réflexion dans les territoires.

Nous proposons de l'impulser dans notre département, avec nos UL, à partir de l'état des lieux que nous avons fait conjointement UD/UL dans le cadre de la préparation de la conférence.

Espace Syndicalisation.

Afin de continuer à amplifier notre action de syndicalisation et de renforcement, au regard du bilan du premier plan de syndicalisation, la Commission Exécutive de l'UD a décidé de s'engager de nouveau dans un projet de syndicalisation, projet qui s'inscrit dans la durée.

À partir de l'état des lieux du salariat de notre union départementale et de nos forces organisées CGT, notre activité va s'articuler une nouvelle fois autour de trois axes de travail :

- ✓ Renforcer la CGT où nous sommes présents.
- ✓ Implanter la CGT où nous sommes absents.
- ✓ Améliorer la structuration de nos organisations pour plus d'efficacité.

Ce projet de syndicalisation se croise bien évidemment avec le plan de travail sur les élections professionnelles. Nous constatons à chaque fois que si nous allons seulement au moment des élections dans les entreprises où nous ne sommes pas, nous avons très peu de chance d'arriver à nous y implanter. Pour réussir il faut aller aux devant des salarié-e-s bien avant, principalement lors des journées nationales d'actions professionnelles ou interprofessionnelles, avec un tract d'appel à se mobiliser ou un tract de syndicalisation.

L'orientation qui a été retenue est d'arriver à ce que chaque UL définisse un plan de déploiement dans la durée sur des entreprises ciblées, et d'arriver à ce qu'un maximum de syndicats s'y impliquent en « parrainant » une entreprise afin d'aller régulièrement et dans le temps au-devant des salarié-e-s.

La continuité syndicale étant une priorité, un plan de travail sera à élaborer conjointement avec l'USR.

Nous devons prioriser et faire des choix, et c'est ce qui va être à déterminer plus précisément dans le cadre de la mise en œuvre du projet de syndicalisation départemental.

Espace Élections professionnelles.

Les objectifs que nous avons sur les élections professionnelles dans le privé et dans le public, au regard de notre conception d'un syndicalisme de classe et de masse, sont doubles, augmenter notre influence pour améliorer la diffusion des revendications que nous portons et nous renforcer en nous implantant là où nous ne sommes pas et en syndiquant aussi là où nous sommes, pour pérenniser notre implantation.

Au moment où nous écrivons ces lignes nous sommes en pleine élection professionnelle sur les trois pans de la fonction publique.

Dans le privé, nous sommes à mi-parcours. En 2023 bon nombre d'élections vont se tenir dans les entreprises. Nous devons définir, si cela n'est pas déjà fait, des plans d'actions, par UL afin de définir des cibles au regard de notre connaissances des entreprises et des résultats électoraux des précédentes élections.

Nous devons faire le plus rapidement possible l'analyse des résultats nationaux et départementaux et faire le bilan de notre action sur notre territoire afin de redéfinir un plan d'action pour les prochaines élections dans 4 ans.

Espace Suivi des mandats.

Depuis plus d'un an, a été ré-impulser à la CPAM de réunir les mandaté·e·s au conseil et le syndicat pour échanger sur les problématiques rencontrées, travailler les ordres du jour et y donner une réponse concertée.

Pour le prochain mandat nous souhaitons étendre cette expérimentation à tous les organismes où nous avons des mandatés, réunir ces derniers une fois dans l'année et former ceux qui ne le sont pas. Nous devons aussi arriver à une vue partagée collectivement sur les mandats (durée, date à laquelle le mandat prend fin pour anticiper le renouvellement, objectifs, retours à la Commission exécutive, bilan de fin de mandat,...). Enfin nous devons continuer à renforcer l'intersyndicale.

Secteur revendicatif

L'action de la CGT s'inscrit au plus près des travailleuses et des travailleurs et de leurs préoccupations, au travail comme dans la vie.

Le secteur revendicatif œuvre à l'appropriation des repères revendicatifs confédéraux pour répondre aux enjeux dans les entreprises locales et les services sur le département de l'Aube. Il s'applique à travailler à ce que chaque syndicat et chaque militant·e de la CGT s'en empare afin d'élaborer des cahiers revendicatifs sur les lieux de travail et de vie, sur les questions liées au travail mais aussi sur les grands enjeux de la société (protection sociale, retraite, etc.). Car c'est en partant de leurs préoccupations que nous amènerons les travailleuses et les travailleurs à rentrer dans la lutte, à se syndiquer, à appréhender les questions de convergences et à participer à la construction de nouvelles conquêtes sociales.

Il pour autre objet, en lien avec le bureau, de coordonner, impulser, organiser et suivre les luttes.

Nous faisons des propositions pour améliorer le quotidien des salarié·e·s mais aussi pour sortir du système capitaliste et proposer une monde plus juste.

Par ces objectifs le secteur revendicatif est essentiel à notre action. Cette activité doit bien évidemment être mise en œuvre collectivement par notre Union Départementale, nos Union Locales et nos syndicats.

Pour cela nous proposons :

- ✓ D'étoffer le nombre de participant à au moins 12 camarades investis et assidus, dont un référent/participant par Union Locale afin de parvenir à un travail concret.
- ✓ Porter nos repères revendicatifs confédéraux sur l'égalité femmes/hommes, les salaires, la protection sociale, le NSTS et les retraites.
- ✓ Organiser avec l'espace formation des journées d'études en lien avec le document d'orientation, l'actualité et les besoins des militant·e·s Auboise·e·s.
- ✓ Organiser des débats publics sur des thèmes adaptés à l'actualité.
- ✓ Suivre et organiser les luttes locales et nationales.

- ✓ Organiser les collectifs « Femmes mixité », « UGICT », « Privés d'emploi », « Jeunes ».
- ✓ Construire les solidarités et le rapport de force sur les questions de répression et discrimination syndicale.

Espace Suivi et organisation des luttes.

Luttes locales et journées nationales d'action :

La connaissance des actions et des luttes qui se déroulent dans les entreprises et les services du département nous sont essentielles pour confronter les revendications, déterminer les problématiques communes et construire des actions collectives convergentes.

Le comité de suivi des luttes sera :

- ✓ En capacité de se réunir de façon réactive.
- ✓ Fera un point périodique sur les situations.
- ✓ Sera en appui des syndicats et militant·e·s sur les analyses et stratégies.
- ✓ Communiquera à la confédération et à toutes les structures concernées avec le plus de réactivité possible.

L'organisation des Journées Nationales d'Action :

Elle s'est améliorée mais repose encore trop souvent sur trop peu de camarades. Ce qui pose un problème en matière d'organisation matériel, de circulation de l'information, de distribution des tracts, des collages d'affiches, et plus généralement de mobilisation des salarié·e·s, privé·e·s d'emplois et retraité·e·s.

Le jour de la manifestation ou du rassemblement, la CGT, nos mots d'ordres et plus généralement nos manifestations doivent être visibles et entendues. Être le plus nombreux et le plus rouge possible. **C'est l'affaire de toutes et de tous.**

Les syndicats doivent remonter les informations à l'Union Départementale. Grève ou non, si oui le pourcentage de grévistes, le nombre de syndicats présents, les tracts distribués, s'il y a eu des assemblées générales de syndiqué·e·s ou de salarié·e·s sur le lieu de travail, etc.

Espace Anti-Répression syndicale.

L'objectif de ce collectif est de mettre tout le poids de la CGT, de créer le rapport de force, de pousser la solidarité pour défendre nos représentants qui sont les premiers exposés.

Si l'aspect juridique peut accompagner cette démarche, elle ne doit pas s'y substituer.

Les Collectifs

Collectif femme-mixité.

Avant d'être capitaliste, notre société est patriarcale. Les femmes travailleuses subissent donc au moins une double domination, celle de classe et celle de genre.

La CGT s'inscrit dans un féminisme de lutte des classes.

Le collectif femme-mixité a été créé suite au dernier congrès. Il est nécessaire de le renforcer et d'élargir son action sans le cantonner aux manifestations du 08 mars et 25 novembre et notamment en ayant un regard genré sur l'ensemble des luttes.

L'objectif est :

- ✓ Aller à la rencontre des syndicats pour échanger sur la question de l'égalité femme-homme et comment la faire vivre dans leur entreprise ;

- ✓ Faire un état des lieux des accords égalité professionnelle dans les entreprises. Au niveau national, seules 40 % des entreprises respectent la législation en vigueur. Qu'en est-il dans l'Aube ? ;
- ✓ Connaître et former les référent·e·s « harcèlement sexistes et sexuelles » présent·e·s dans les entreprises ;
- ✓ Former l'ensemble des membres de la Commission Exécutive de l'Union Départementale aux violences sexistes et sexuelles.

Les manifestations sont organisées avec d'autres organisations ce qui permet de faire rayonner la CGT au-delà de sa sphère habituelle, d'accroître son réseau et d'aller vers la convergence des luttes. Cela permet de lier le patriarcat au capitalisme et de ne pas oublier que le Capital profite de la domination sur les femmes pour accroître ses profits.

Collectif UGICT.

Face au constat de la transformation du salariat et de la sous-représentation de la CGT chez les Ingénieurs Cadres et Techniciens, la Commission Exécutive de l'Union Départementale a créé un collectif « Union Générale des Ingénieurs Cadres et Techniciens » qui a pour mission de travailler avec nos syndicats et ULs, au développement des revendications spécifiques, à la syndicalisation et l'augmentation de notre représentativité.

Nous proposons de tenter de réunir nos syndiqué·e·s ICT pour réussir lancer ce collectif.

Collectif privé d'emploi.

La Commission Exécutive de l'Union Départementale doit travailler avec les Unions Locales pour développer la syndicalisation des privés d'emploi, les organiser et prendre mieux en compte leurs revendications spécifiques.

Collectif fonction publique.

Né d'une réflexion de longue date et qui a mené son activité lors des élections 2011, 2014, 2018 et 2022 dans la Fonction Publique, ce collectif est construit avec des militants des trois pans de la Fonction Publique et de camarades des UL.

Les objectifs fixés à ce collectif :

- ✓ Établir la déclinaison Auboise des repères revendicatifs nationaux.
- ✓ Suivi de l'actualité auboise.
- ✓ Organiser notre activité interprofessionnelle afin d'anticiper les prochaines élections sur la Fonction Publique pour nous renforcer en augmentant notre représentativité, notre syndicalisation et le nombre de syndicat sur le périmètre.

Collectif jeune.

En respectant un des engagements du 53^{ème} congrès, ce collectif a été créé en 2011. Depuis nous n'arrivons pas à le mettre en route. Cependant ce collectif doit continuer à être une des priorités de la Commission Exécutive de l'Union Départementale, il y va de l'avenir de la CGT.

Nous proposons de tenter de réunir nos jeunes syndiqué·e·s pour relancer ce collectif, ce qui permettrait que ce soit eux qui :

- ✓ Élaborent leurs plans de travail.
- ✓ Se fassent connaître dans nos organisations.
- ✓ De déterminer les moyens nécessaires à nos ambitions.

Secteur communication

La communication en direction des travailleur·euse·s est essentielle pour la réussite de nos actions et nos luttes.

C'est encore plus vrai au regard de la transformation du salariat et de son éclatement. Cela nécessite de déterminer collectivement un plan de communication externe et interne en tenant compte de l'existant.

L'objectif est d'améliorer notre rayonnement.

En interne il est d'améliorer la diffusion afin d'avoir moins de perte d'informations qui nuit à notre réactivité collective, à la solidarité nécessaire entre les organisations et les syndiqué·e·s et bien évidemment à notre efficacité.

Concernant la communication externe, les supports utilisés évoluant, il y a nécessité de compléter ceux que nous utilisons actuellement. Une formation à la réalisation de petite vidéo pour les réseaux sociaux (*pour exemple l'UD de Meurthe et Moselle*) est à envisager.

Une nouvelle forme de parution de l'Aube Syndicale, une newsletters : mini revue de presse, autres, fréquence envisageable 2 fois par mois, est en réflexion.

Enfin trouver une organisation de diffusion efficace en direction des UL et des syndicats des parutions, affiches, tracts, etc., qui arrivent à l'UD.

Secteur politique financière

La politique financière.

Ce secteur a pour objectif de traiter des finances de l'UD.

Son ou sa responsable effectue les règlements, sur justificatifs uniquement, et alerte le bureau en cas d'anomalie ou de dysfonctionnement. Il ou elle veille aux dépenses et à l'équilibre financier.

Il ou elle a un rôle déterminant dans la vie de tous les jours, il est le moteur et le nerf de la guerre, essentiel pour le développement du rapport de forces, de la syndicalisation et de nos moyens financiers, et s'assure que les questions financières soient bien au cœur de l'activité de l'Union Départementale.

Le ou la secrétaire général·e ordonne ou pas les divers règlements.

Ce secteur effectue les prévisions budgétaires en fonction des orientations fixées par le congrès, et est en liaison avec le bureau.

Il travaille à la clôture des comptes présentés devant la Commission Exécutive.

Le secteur politique financière s'attache à faire en sorte que le 1% devienne une réalité dans nos syndicats.

C'est bien en travaillant sur le lien : nombre d'adhérents, cotisations, reversement que nous maintiendrons notre indépendance financière.

Il s'attache à ce que les ressources financières soient utilisées au mieux pour l'activité et le fonctionnement de l'Union Départementale.

L'administratif.

Cet espace a en charge le fonctionnement administratif de l'Union Départementale. Il travaille sur les règles de vie commune et s'assure du respect de celles-ci.

Il a en charge le suivi des convocations de la CE ainsi que de tout ce qui est relatif à celle-ci afin qu'elle se déroule dans les meilleures conditions. Il est en lien permanent avec le bureau de l'UD.

Le ou la responsable de l'espace a en charge la gestion des éléments de salaires des personnels de l'UD, tient l'inventaire du matériel de l'UD, s'occupe du suivi du véhicule (entretien, tenue du carnet de déplacement, ...). Il ou elle négocie les achats des fournitures administratives et du matériel dans l'objectif de répondre à une meilleure organisation de notre Union Départementale.

Il ou elle s'assure des règlements et du renouvellement des conventions liant les divers occupants de la maison CGT.

CoGéTise

Cet espace travaille en lien avec le Collectif Vie Syndicale à la remontée des cotisations. Il est amené à connaître, avec précision et une bien meilleure anticipation, le nombre de syndiqués de la CGT et vérifie ainsi, année après année, la réalité de notre renforcement, puisque les versements effectués par les syndicats constituent, en toute transparence, la base commune à partir de laquelle est assuré le financement de l'ensemble de nos organisations.

Cela permet d'avoir une meilleure vue d'ensemble sur les finances de notre Union Départementale et ainsi mieux appréhender son budget et permet de détecter les syndicats en difficulté et de leur apporter une aide.

Commission Financière de Contrôle

C'est l'organisme de contrôle et d'évaluation des orientations budgétaires de l'Union Départementale.

La CFC vérifie que les dépenses sont conformes aux décisions prises et que les pièces comptables et justificatifs sont bien tenus.

Elle peut à tout moment formuler des suggestions ou remarques sur la politique financière menée par l'Union départementale.

Elle rend compte à la Commission exécutive de son activité autant de fois qu'elle le juge nécessaire.

Secteur DLAJ : Droits, Libertés, Actions Juridiques

La législation en vigueur, la jurisprudence, les projets ou propositions de lois, les violations flagrantes des droits et libertés des travailleurs nécessitent de mettre à disposition de nos organisations autant d'outils et d'enjeux pour les campagnes de mobilisations et de syndicalisation. Le secteur Libertés, Droits et Action juridique participe pleinement, en lien avec nos organisations, à la définition des objectifs des luttes ainsi qu'à l'élaboration de revendications.

Ce secteur a aussi pour finalité de rendre plus efficace l'organisation, l'action et la défense des travailleurs et travailleuses :

- par la connaissance et l'utilisation des droits et des libertés, tant au niveau individuel que collectif,

- et par la mise en œuvre d'actions juridiques offensives, novatrices, mobilisatrices.

Ce qui veut dire d'aller au-delà d'une gestion au jour le jour des droits et des institutions existants, ne pas être uniquement sur une défense indemnitaire des salarié-e-s. Notre action doit s'inscrire plus largement que de rester dans une posture de technicien en conseil tardif ou en prestation de service.

Il nous revient de penser l'action juridique individuelle ou collective comme constitutive de l'action syndicale globale pour l'émancipation des salariés.

Afin de le rendre le plus efficace possible le secteur DLAJ devra être constitué des responsables des Unions Locales, de syndicats d'entreprise et d'administrations, des conseiller-e-s prud'homaux, des conseiller-e-s des salarié-e et des défenseur-euse-s syndicaux. Il est en relation avec la vie syndicale et l'action revendicative.

Cinq espaces sont constitués :

Espace accueil juridique.

Les permanences sont assurées principalement par les camarades défenseur-seuse-s des salarié-e-s et conseiller-ère-s Prud'hommes. Cet espace doit être renforcé au risque de disparaître, ce qui serait dommageable pour la défense des salarié-e-s et l'aura revendicative de la CGT auboise.

Espace veille d'actualité.

Cet espace est à développer.

Espace prud'hommes.

Le renouvellement des Conseiller-e-s Prud'homaux s'est fait en janvier 2023. Il manque toujours trois conseiller-e-s, deux dans la section industrie et un-e en activités diverses. Cet espace fonctionne bien, en lien avec les autres espaces et le bureau. C'est à poursuivre.

Espace conseillers salariés.

À continuer le travail engagé de coordination entre les conseillers. Cet espace reste à étoffer pour plus de confort pour les camarades qui sont souvent sollicités.

Espace Défenseurs syndicaux.

La même poursuite de renforcement de cet espace est à travailler avec les UL.

Conclusion :

Cette période d'attaques à répétition du gouvernement au service du capital, dans un contexte politique, environnemental et sociétal très préoccupant met en exergue l'importance pour les travailleur·euse·s d'avoir une CGT forte en adéquation avec les réalités du monde du travail.

Le congrès de L'Union départemental va se dérouler fin janvier en plein conflit pour défendre et améliorer notre système de retraite solidaire et deux mois plus tard se tiendra celui de la Confédération.

Le Congrès est un moment essentiel dans la vie démocratique de notre organisation, pour débattre de ses orientations et décider ensemble d'une feuille de route pour les trois prochaines années.

Ce projet est ambitieux, certes, mais il est réalisable si nous tous et toutes, nos organisations, nos militant·e·s et nos syndiqué·e·s, sommes déterminés à le mettre en œuvre afin que la CGT, syndicat de lutte et de classe, porteur de notre idéal de conquêtes sociales et de changement de société par son action au quotidien, amplifie son rayonnement, accueille un plus grand nombre de travailleur·euse·s et gagne de nouveaux droits pour ceux et celles-ci et leur famille.

Bon congrès.